

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET

52 route de Dijon
21470 Brazey-En-Plaine

Références : 0005401176/2024-382
Code AIOT : 0005401176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2024 dans l'établissement MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET implanté 52, route de Dijon 21470 Brazey-en-Plaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET
- 52, route de Dijon 21470 Brazey-en-Plaine
- Code AIOT : 0005401176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection du 14/10/2024 concerne uniquement les installations de stockage des céréales de la

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
8	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12; 13	Demande d'action corrective	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
7	Mesures de prévention visant à limiter un auto-échauffement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement Malterie Franco-Belge et de Soufflet Agriculture a pour objectif de contrôler les moyens organisationnels et matériels mis en place pour l'exploitation des silos, conformément à l'arrêté ministériel du 29/03/2004. L'exploitant respecte globalement les prescriptions concernant la sécurité de stockage des grains. Le responsable du site (partie Soufflet) a démontré sa connaissance des consignes concernant la surveillance de la température. Le contrôle annuel des installations électriques du site est réalisé, et le suivi des observations de ces contrôles est mis en place (partie malterie). Cependant, le nettoyage du silo (partie Soufflet) doit être renforcé. De même, l'exploitant doit engager une réflexion sur la fréquence de nettoyage. Le contrôle du système de sécurité (détection de déport de sangles, détection de bourrage, détection de déport de bande transporteuse) doit être mis en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est assurée sous la surveillance du responsable des silos (un en béton et un en métal) pour la partie malterie. L'exploitant a présenté la liste des récentes formations « sécurité » effectuées par le responsable du silo. Il s'agit des formations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ATEX en juillet 2021 (recyclage en 2025) ; • Incendie le 29/10/2020 (recyclage en fin de cette année). <p>Aucune attestation de ces formations n'a pu être présentée lors de l'inspection pour la partie malterie. La fiche de fonction du responsable du silo, du 01/07/2020, indice de révision 6, a été présentée à l'Inspection. Les fonctions du responsable du silo concernent notamment le rendement, la sécurité, le respect du plan de nettoyage, le respect des consignes, la sécurité, la santé et la relation avec la hiérarchie.</p> <p>Pour la partie Soufflet Agriculture, l'exploitation est également assurée sous la surveillance du responsable du silo. L'exploitant a présenté une attestation qui désigne nommément le responsable du silo, signée par le responsable d'exploitation en juillet 2020. En revanche, ni la fiche de fonction du responsable du silo ni le plan de formation précisant la périodicité des formations, notamment une formation sur la sécurité des silos, n'étaient disponibles le jour de l'inspection. Selon l'exploitant, les documents cités sont gérés par le siège à Nogent-sur-Seine. Selon l'exploitant, les formations ATEX et incendie ont bien été réalisées par le chef du silo, mais aucune attestation de formation n'a été présentée à l'Inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour la partie malterie : les attestations des formations du responsable du silo ; • pour la partie Soufflet Agriculture : le plan de formation, les attestations de formation sécurité, et la fiche de poste du responsable du silo.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la partie malterie, les consignes de sécurité et les consignes d'exploitation, procédures opérationnelles et règles sont rassemblées dans le logiciel Clever. Les salariés ont accès à ces documents.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié les consignes à respecter en mode de fonctionnement dégradé. Ces consignes sont communes avec le site de Soufflet Agriculture. Une autorisation temporaire de fonctionnement en mode dégradé est rédigée par la directrice du site et validée par la hiérarchie du siège. Cette autorisation contient les consignes spécifiques à la situation rencontrée. Deux exemples d'autorisation ont été donnés par l'exploitant : changement de centrale incendie, vérification du système de thermométrie des cellules de stockage.</p> <p>Pour la partie Soufflet, les consignes sont disponibles en format papier. Par sondage, certaines consignes ont été vues par l'Inspection :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Consignes pollution ; 2. Opérations à effectuer en cas d'incendie du 01/07/2009, indice de révision 2 ; 3. Élévateurs à godets - consigne en cas d'accident ; 4. Gestion des travaux du 17/01/2018, indice de révision 3. <p>Certaines consignes vues par sondage ne sont ni référencées, ni datées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les consignes, faisant partie du système de sécurité du site, doivent être datées et référencées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes concernant les permis feu sont communes pour les deux entités du site. Une liste de personnes habilitées (donneurs d'ordre) à établir un permis feu a été présentée par l'exploitant (document du 19/06/2024, réf : 99PRS1036). Cette liste nomme également les agents de sécurité qui participent, aux côtés des donneurs d'ordre, à l'analyse des risques liés aux travaux</p>

envisagés.

Par sondage, un permis feu établi le 09/08/2024 a été vérifié. Le permis feu est bien accompagné :

- d'une description de la zone d'intervention ;
- du plan de prévention ;
- d'une liste des dangers identifiés (parois combustibles, dépôt de matières combustibles) ;
- des mesures obligatoires à contrôler sur place avant le démarrage du travail ;
- des consignes particulières de sécurité (EPI) ;
- des consignes avant, pendant et après les travaux.

Le permis est valable une journée. Après les travaux, une visite a bien été effectuée immédiatement après la fin des travaux, ainsi qu'une autre deux heures après. Le document est délivré par la personne habilitée.

Le document vérifié n'appelle pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage

Prescription contrôlée :

Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) doivent respecter les prescriptions des articles 9 et 10. [...]

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

Constats :

Il s'agit de constats réalisés lors de la visite du silo de Soufflet Agriculture.

Il y a 4 élévateurs dans le silo Soufflet, dont les deux plus importants ont une capacité de 120 tonnes/h. L'ensemble des élévateurs du site est équipé de systèmes de détection de déport de sangles avec un report d'alarme. Toute détection de déport de sangles s'affiche sur le tableau signalétique et l'élévateur s'arrête automatiquement.

L'installation est également équipée de redlers. Lors de la visite sur site, 2 redlers ont été examinés (« orgettes » et alimentation calibrage). Il a été constaté que le capotage, ainsi que la détection de bourrage et de rotation, étaient bien présents. De plus, il a été vérifié que la détection d'une anomalie de bourrage conduit à un signalement sur le tableau signalétique (test du redler TC1 à 10h17).

Le silo compte 4 transporteurs à bande dont deux sont équipés d'un capotage intégral. Trois des quatre bandes transporteuses ont été vues et, pour chacune d'entre elles, la présence des dispositifs de détection de déport a été constatée.

Le jour de l'inspection, un test d'arrêt a été effectué avec succès suite à l'activation artificielle du détecteur de déport de bandes pour le transporteur à bande sous les cellules (TR 28). Le détecteur a été activé à 10:32:58 et l'arrêt de la bande est survenu à 10:33:01 (quasiment instantanément). Les informations ont bien été enregistrées sur le tableau signalétique.

Non conformité n°1 : Les détecteurs de déport de sangles, de bourrage, de rotation ou de déport

de bande ne font pas l'objet de contrôle. Aucun registre des contrôles n'a pu être présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'effectuer un contrôle régulier de tous les éléments de détection et d'assurer la traçabilité de ces contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée :
[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats :
Le silo compte 4 transporteurs à bande, dont deux sont équipés d'un capotage intégral. Une des deux bandes transporteuses non couvertes a été vue lors de la visite sur site (transporteur à bande du troisième étage). La bande porte bien le marquage de la norme exigée par rapport à une source d'allumage avec flamme : ISO 340. Les silos de la malterie ne sont pas équipés de transporteurs à bande. Pour chacune d'entre elles, la présence des dépôts des bandes a été constatée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que l'ensemble des transporteurs à bande est équipé de bandes non propagatrices de la flamme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée :
[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;

<p>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</p> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la partie malterie, l'exploitant a présenté le document Q18, établi par DEKRA le 26/03/2024, dans lequel le vérificateur déclare que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion. L'Inspection a également vérifié le rapport de DEKRA de 2024, sans observation, et celui de 2023, avec une observation qui a été levée et consignée dans le fichier interne appelé « remarques DEKRA ». Ce fichier est alimenté par le logiciel « Sherlock » mis à disposition par DEKRA pour le suivi des observations et non-conformités relevées lors des contrôles annuels.</p> <p>Pour la partie Soufflet, uniquement le rapport de vérification des installations électriques de DEKRA du 28/05/2024 a été vu. Aucune anomalie n'a été constatée. L'exploitant a présenté le document Q18, établi par DEKRA le 28/05/2024, dans lequel le vérificateur déclare que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mesures de prévention visant à limiter un auto-échauffement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, surveillance de la température des produits stockés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la partie Soufflet-Agriculture, la surveillance de la température des grains dans les cellules a été vérifiée. La température est contrôlée par un système thermométrique avec un suivi informatisé. La température des cellules s'affiche en temps réel sur l'écran du responsable du silo. Le suivi est encadré par une consigne « consignes essentielles à respecter orge, malt, blé et coproduits » du 16/12/2023, version 1. Cette procédure ne traite que du suivi thermométrique dans le cadre de la conservation des grains. Le cahier des moissons de 2024/2025 précise les températures à ne pas dépasser en fonction des céréales stockées et des saisons. En cas de dépassement des températures autorisées, un mail est envoyé automatiquement au</p>

responsable du silo, au responsable d'exploitation et au service qualité du siège.

Le dépassement de température exige le suivi d'une autre procédure, la procédure « maîtrise des incendies des bâtiments et des silos », réf. 544PP109, version B. Cette procédure précise :

- la conduite générale à tenir en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir pour un incendie localisé dans un silo ;
- l'organisation pour la remontée d'information.

En fonction de la situation, l'exploitant procédera à l'inertage, au transilage ou à la vidange des cellules.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12; 13

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage

Prescription contrôlée :

[...]

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

[...]

Constats :

L'action de nettoyage (vue uniquement pour la partie Soufflet) est encadrée par les consignes spécifiques « Nettoyage du 03/09/2019, indice de révision 5 ». L'exploitant a pu également présenter le registre de nettoyage (réf. 623GTTP2.22-F01).

Non-conformité 2 :

Le registre de nettoyage mentionne une fréquence des actions sur certaines zones très faible (de l'ordre d'une ou deux fois par an). Lors de la visite du silo, il a été constaté que cette fréquence n'est pas adaptée. Ce document doit mieux s'adapter aux besoins réels du site et à son activité.

Non-conformité 3 :

Le jour de l'inspection, le site n'était pas suffisamment propre.

En effet, les repères visuels au sol (les croix bleues sur fond jaune) ne sont pas bien visibles, notamment aux étages (étages 2 et 3). Les témoins d'empoussiérage semblent usés, et le nettoyage n'est pas suffisamment efficace. De plus, les éléments de détection (détecteurs de bourrage, déport de sangles, déport de bandes) sont couverts de plusieurs couches de poussière. Une accumulation de poussière sur le bord des transporteurs à bande et sur les conduits d'aspiration a également été constatée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en œuvre des actions de nettoyage minutieuses et approfondies de toutes les zones et espaces où la poussière s'est accumulée, et notamment nettoyer les éléments de détection.

L'exploitant doit revoir et justifier la fréquence de nettoyage du silo.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 10 jours